

transitoire, encore fragile de leurs sociétés. Cette caractéristique correspond pleinement aussi à la Russie d'aujourd'hui.

De l'avis de Mme Koutchinskaja, même en laissant entre parenthèses la question du positionnement de la Russie à l'égard de l'Europe - ou dans le cadre de l'Europe (cette question a fait l'objet d'une discussion très vive l'an passé, lors du colloque russo-français à Paris), on ressent, comme jamais auparavant, à quel point la formation de l'identité européenne est difficile et équivoque. La future intégration dans l'Union européenne de dix pays en même temps va renforcer en son sein la diversité régionale sur tous les plans et l'hétérogénéité socio-culturelle. Comme le soulignent aujourd'hui les experts français, "avec l'élargissement de l'Union européenne et de l'Otan apparaît un nouveau visage de l'Europe qui n'est pas conforme à ce que la France voyait comme une confédération européenne unie". Du point de vue de l'influence de l'expansion de l'UE et de l'Otan sur les relations de ces organisations avec la Russie, certaines craintes sont parfois formulées concernant la capacité pour ces organisations démocratiques d'ignorer impunément les intérêts de plus d'un tiers de leurs membres, d'autant que ces intérêts, au même titre que l'expérience historique, sont très spécifiques.

Il est surprenant de noter que les pays d'Europe centrale et orientale, en proclamant il y a dix ans leur volonté d'entrer dans l'Union européenne, souhaitaient affirmer leur identité européenne, mais maintenant au moment d'atteindre leur but le plus cher, ils acquièrent, comme l'a montré la crise irakienne, une identité atlantiste. Aujourd'hui, a souligné l'intervenante, au sein de l'Union européenne, se cristallisent plusieurs "Europe". Beaucoup d'Ouest-Européens le comprennent intuitivement: ainsi, 40% de Français n'approuvent pas l'adhésion à l'Union européenne de nouveaux pays d'Europe centrale et orientale.

La crise irakienne a posé toute une série de problèmes à la politique extérieure commune et à la politique de sécurité de l'Union européenne. Elle a aussi démontré que la conscience de l'Europe en cours d'intégration en tant que centre de force indépendant pouvait revêtir un caractère d'opposition aux Etats-Unis. Probablement, la thèse sur la crise actuelle de l'atlantisme tel qu'il a existé durant de nombreuses années n'est pas non plus erronée. La position, adoptée par l'Allemagne et la France durant la crise irakienne, le mini-sommet des Quatre (avec la Belgique et le Luxembourg) du 29 avril 2003 sont une sorte de tentative de redéfinir les limites de la solidarité euroatlantique. L'opinion de ces pays exerce déjà une influence notoire, par exemple, sur les questions de la réforme structurelle de l'Otan, sur la réalisation des décisions du Sommet de Paris (21-22 novembre 2002) dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. De leur côté, les Etats-Unis

soulignent aujourd'hui que Washington prend en considération l'opinion des Européens concernant les méthodes de règlement des crises, tient compte de leur désaccord sur le recours aux frappes préventives comme meilleur moyen d'action, prend en compte la position de l'Allemagne et de la France sur la question du rôle du Conseil de Sécurité de l'ONU. A leur tour, les Européens, dans le cadre de l'OTAN comme dans celui de l'Union européenne (avec le projet de stratégie de la sécurité, adopté en juin, lors du Conseil de l'Europe à Thessalonique et dont la deuxième rédaction a été approuvée en novembre 2003), ont accepté la "liste américaine" des menaces prioritaires qui pèsent sur la sécurité: le terrorisme et la prolifération des ADM, mais ils n'ont pas admis les méthodes américaines pour parer à ces menaces. Encore récemment, les analystes exprimaient leur crainte de voir que de profondes divergences existaient entre les Etats-Unis et l'Europe sur de nombreuses questions, y compris sur l'évaluation des menaces à la sécurité, divergences qui pourraient, dans quelques années, générer une grave crise au niveau de la politique concrète. Cependant, ces divergences ne revêtent pas un caractère de confrontation. Et, aujourd'hui, se met en place un compromis, important pour tous, dans la mesure où même la Russie se sentirait en position inconfortable, dans un rôle qu'elle ne comprendrait pas entre l'Amérique et l'Europe, dérivant dans des directions différentes.

Il n'existe pas aujourd'hui de zones de crise en Europe et, de ce point de vue, les structures européennes de sécurité visent à maintenir le statu quo, la stabilité au sein de l'Europe. Mais il existe des menaces qui viennent de l'extérieur: c'est, en premier lieu, la radicalisation du monde islamique, en particulier de sa partie arabe, dont le terrorisme en est une manifestation tragique. Des efforts conjoints sont nécessaires pour éliminer cette menace principale.

On pose très souvent la question suivante: quelle orientation politique, dans le triangle Russie - Etats-Unis - Europe, doit être prioritaire pour la Russie. Il est impossible d'apporter ici une seule et unique réponse. Le plus probable est que prévale la tendance vers un rapprochement de la Russie et de l'Europe, pour des raisons objectives, à long terme et aussi parce que son argumentation économique est solide, même s'il y a là aussi des limites. En effet, pour l'Allemagne et la France la coïncidence de leurs positions avec le point de vue russe au moment de la crise irakienne n'équivaut pas à la création d'un axe géopolitique Moscou-Berlin-Paris. Au contraire, ces deux pays tentent d'atténuer les conséquences de la crise irakienne, fâcheuses pour les relations transatlantiques. Quant à la plupart des pays membres de l'OTAN, au moment de choisir leur stratégie en matière de politique étrangères, ils continuent de garder comme référence les Etats-Unis.

---

## Le président du groupe Athéna, général Bernard de Bressy du Guast:

- Mon intervention à titre personnel fera part des réflexions en ce qui concerne la place de la Russie dans la défense européenne.

...Après deux guerres catastrophiques et fratricides la France et l'Allemagne se sont réconciliées et travaillent en commun à se bâtir un avenir en Europe. Pourquoi ne pourrions nous pas en faire autant avec la Russie, qui fut notre alliée pendant ces deux guerres?

Cette brève évocation historique vous explique pourquoi, tout au long de ce qui a été appelé la guerre froide, les militaires français, comme moi-même, n'ont jamais vrai-

ment accepté l'idée que les Russes, nos anciens alliés et amis, soient devenus des adversaires potentiels.

D'ailleurs, en 1955, l'un des plus éminents stratèges français, l'amiral

Castex, publiait un article intitulé « *Moscou, rempart de l'Occident ?* », où il se demandait si la Russie ne redevien

